



Les jeunes LGBTQI+ aux marges :

Document thématique pour la deuxième Étude indépendante sur les progrès de l'agenda Jeunesse, paix et sécurité

Depuis l'adoption de la résolution 2250 du Conseil de sécurité des Nations Unies en 2015, le programme Jeunesse, paix et sécurité (JPS) a contribué à élargir considérablement la reconnaissance mondiale du rôle que jouent les jeunes dans la consolidation de la paix et la prévention de la violence. Cette résolution a marqué un tournant important dans les discours internationaux sur la paix et la sécurité en reconnaissant que les jeunes ne sont pas seulement affecté(e)s par les conflits, mais qu'ils et elles sont également des acteurs essentiels de la construction de sociétés pacifiques et inclusives. Les résolutions subséquentes, notamment les résolutions 2419 et 2535, ont renforcé l'importance de la participation des jeunes aux processus de paix et ont appelé à un soutien institutionnel accru aux initiatives menées par des jeunes.

Au cours de la dernière décennie, le programme JPS a également influencé l'élaboration de politiques nationales, d'initiatives de la société civile et de programmes multilatéraux visant à renforcer la participation des jeunes aux processus liés à la paix et à la sécurité. Les gouvernements, les organisations internationales et les réseaux dirigés par des jeunes reconnaissent de plus en plus que la paix durable exige des structures de gouvernance inclusives permettant aux jeunes de participer de manière significative aux processus décisionnels aux niveaux local, national et mondial.

Malgré ces avancées, les discussions sur la participation des jeunes dans les cadres de paix et de sécurité tendent encore à négliger la diversité des expériences vécues par les jeunes. En particulier, les perspectives et les préoccupations sécuritaires des jeunes lesbiennes, gays, bisexuel(le)s, transgenres, queer, intersexes et d'autres identités de genre diverses (**LGBTQI+**) demeurent largement absentes des discussions mondiales sur les politiques de paix et de sécurité. Alors que le programme JPS met l'accent sur l'importance d'une participation inclusive des jeunes, de nombreuses politiques et programmes continuent d'aborder la jeunesse comme un groupe relativement homogène, sans pleinement prendre en compte les formes croisées de discrimination liées à l'identité de genre, à l'orientation sexuelle et aux différentes formes de marginalisation sociale.

Remerciements

© Coalition canadienne Jeunesse, paix et sécurité (CCYPS), mars 2026

Autrice : Alexandria Bohémier

Contributrice : Imogen Fraser

Éditrice : Katrina Leclerc

Ce document thématique a été préparé comme contribution à la Deuxième Étude indépendante sur les progrès de l'agenda Jeunesse, paix et sécurité, demandée par les États membres dans le cadre du Pacte pour l'avenir, adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2024.

Le document a été élaboré en consultation avec les membres du groupe de travail LGBTQI+ de la Coalition mondiale Jeunesse, paix et sécurité, sous la direction de la Coalition canadienne Jeunesse, paix et sécurité (CCYPS) et du United Network of Young Peacebuilders (UNOY).

Cet écart est particulièrement important compte tenu de la manière dont les jeunes LGBTQI+ vivent les conflits, l'insécurité et l'exclusion. La discrimination juridique, la stigmatisation sociale et les violences visant les personnes LGBTQI+ demeurent répandues dans de nombreuses régions du monde. Ces facteurs peuvent fortement limiter la capacité des jeunes LGBTQI+ à participer à la vie civique, à prendre part aux discussions sur les politiques publiques ou à contribuer aux initiatives de consolidation de la paix.

Parallèlement, les jeunes LGBTQI+ jouent un rôle croissant au sein des mouvements sociaux, des initiatives d'organisation communautaire et des efforts de plaidoyer visant à promouvoir l'inclusion et la justice sociale. Dans plusieurs régions, des initiatives dirigées par des jeunes ont émergé afin de lutter contre la discrimination, de renforcer la résilience des communautés et de promouvoir des politiques publiques s'attaquant aux inégalités structurelles.

Ce document thématique examine les intersections entre les jeunes LGBTQI+ et l'agenda Jeunesse, paix et sécurité (JPS). Il explore les tendances mondiales qui affectent les jeunes LGBTQI+, analyse dans quelle mesure les cadres actuels du programme JPS prennent en compte ces enjeux et identifie les principaux obstacles qui limitent la participation des jeunes LGBTQI+ aux processus liés à la paix et à la sécurité. Le document met également en lumière des exemples d'initiatives menées par des jeunes et d'engagement de la société civile, et propose des recommandations visant à renforcer la mise en œuvre inclusive du programme JPS.

En examinant ces dynamiques, ce document vise à contribuer aux réflexions plus larges sur la manière dont le programme JPS peut mieux refléter la diversité des expériences vécues par les jeunes, tout en soutenant des approches inclusives de la consolidation de la paix.

Tendances mondiales affectant les jeunes LGBTQI+ et la paix et la sécurité

Le paysage mondial de la paix et de la sécurité a connu des transformations importantes au cours de la dernière décennie. Les tensions géopolitiques, le recul démocratique et l'expansion des mouvements opposés aux droits humains ont profondément remodelé les environnements civiques et politiques dans de nombreuses régions. Ces évolutions ont des implications importantes pour les jeunes, en particulier pour celles et ceux qui font déjà face à des formes de marginalisation sociale et politique.

Parmi les tendances les plus marquantes affectant les jeunes LGBTQI+ figure la visibilité croissante et l'influence grandissante des mouvements opposés aux droits humains qui ciblent les minorités sexuelles et de genre. Dans de nombreux pays, des acteurs politiques et des groupes de plaidoyer ont mobilisé des discours présentant les identités LGBTQI+ comme des menaces pour les traditions culturelles, l'identité nationale ou la stabilité sociale. Ces discours sont fréquemment articulés autour du concept d'« idéologie du genre », devenu un point de ralliement pour des campagnes visant à restreindre les droits des personnes LGBTQI+.

Ces mouvements ont contribué à l'introduction ou à l'élargissement de législations restrictives ciblant les personnes et les organisations LGBTQI+.

« Nous faisons face au pire retour de bâton mondial jamais observé contre les personnes LGBTQI+. En 2024, dans 85 % des pays que nous avons examinés et où des élections ont eu lieu, des messages anti-LGBTIQ figuraient dans les campagnes électorales. Il existe également une crise du financement. Ce retour de bâton est très réel, et je ne pense pas que nous en ayons encore atteint le point culminant. »

Maria Sjödin
Directrice exécutive
Outright International, janvier 2026

De telles politiques peuvent limiter la capacité des organisations LGBTQI+ à opérer, restreindre le plaidoyer public sur les questions liées au genre et à la sexualité, et contribuer à l'émergence d'environnements plus larges d'hostilité envers les communautés de diversité de genre.

Les cadres juridiques continuent de jouer un rôle déterminant dans la manière dont la sécurité et la participation des jeunes LGBTQI+ sont façonnées. Dans de nombreux pays, les relations entre personnes de même sexe demeurent criminalisées, et les protections juridiques contre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre sont limitées, voire inexistantes.



Map of Jurisdictions that Criminalise LGBT People

LGBT people are criminalised in 65 jurisdictions worldwide. Find out where with our map.

 Human Dignity Trust

La carte interactive est disponible en anglais à l'adresse suivante : <https://www.humandignitytrust.org/lgbt-the-law/map-of-criminalisation/>

La criminalisation et la discrimination juridique créent des obstacles structurels à la participation civique. Lorsque les identités LGBTQI+ sont stigmatisées ou criminalisées, les personnes concernées peuvent faire face au harcèlement, à des arrestations ou à des violences en raison de leur engagement militant. Ces conditions rendent beaucoup plus difficile pour les jeunes LGBTQI+ de participer ouvertement aux initiatives communautaires, aux organisations de la société civile ou aux processus d'élaboration des politiques.

Les contextes de conflit et de déplacement peuvent encore accentuer ces vulnérabilités. Les rapports indiquent que les personnes LGBTQI+ sont souvent exposées à des risques accrus de violence en période de conflit et lors de crises humanitaires. Les personnes réfugiées et demandeuses d'asile LGBTQI+ peuvent également faire face à des formes de discrimination au sein des systèmes humanitaires, ce qui peut limiter leur accès aux services de protection, à un hébergement sécurisé et à un soutien juridique.

Les jeunes LGBTQI+ peuvent vivre ces difficultés de manière particulièrement aiguë. La stigmatisation sociale, la discrimination au sein des familles et des communautés, ainsi que l'exclusion juridique peuvent contribuer à des niveaux plus élevés d'itinérance, de chômage et de difficultés liées à la santé mentale parmi les jeunes LGBTQI+.

« La discrimination à l'encontre de la communauté LGBTQIA+ dépasse la seule criminalisation et les poursuites judiciaires, et elle est souvent liée à l'âge. Les jeunes personnes queer ne font pas seulement face à des attitudes hostiles et à des législations restrictives ; ces réalités peuvent également limiter leur accès aux soins de santé, accentuer la précarité de l'emploi et les exposer à l'intimidation ou au harcèlement en milieu de travail, ce qui peut les pousser vers des formes de travail précaire. Un autre facteur étroitement lié est que les personnes issues de la communauté LGBTQIA+ présentent un risque plus élevé de problèmes de santé mentale, notamment des taux plus élevés de dépression, d'anxiété et de tendances suicidaires. »

Fatma Escalante
Blogue UNOY, juin 2023

« Comme l'a souligné le Secrétaire général, les violences fondées sur le genre et la sexualité comptent parmi les principaux obstacles à une paix et une stabilité durables, car de nombreuses femmes, ainsi que des militant(e)s LGBT et des personnes de diversité de genre engagées dans la défense des droits humains, sont ciblées à la fois en raison de leur genre et/ou de leur identité sexuelle et de leur rôle de leaders au sein de la société. »

Rapport de l'Expert indépendant sur la protection contre la violence et la discrimination fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre, Victor Madrigal-Borloz, juillet 2022

Malgré ces risques, les jeunes LGBTQI+ continuent de jouer un rôle actif au sein des mouvements sociaux et des initiatives communautaires. Des organisations dirigées par des jeunes et des réseaux de plaidoyer ont émergé dans différentes régions afin de lutter contre la discrimination, de soutenir les personnes en situation de vulnérabilité et de promouvoir des politiques publiques plus inclusives. Ces initiatives démontrent que les jeunes LGBTQI+ ne sont pas seulement affecté(e)s par l'insécurité et les conflits, mais qu'ils et elles contribuent également à des efforts plus larges visant à renforcer la cohésion sociale et à promouvoir des sociétés inclusives.

Les jeunes LGBTQI+ et la mise en œuvre de l'agenda JPS

Depuis 2015, l'agenda JPS a évolué à travers une série de développements politiques aux niveaux mondial, régional et national. L'adoption de trois résolutions supplémentaires du Conseil de sécurité, l'élaboration de stratégies jeunesse au sein des institutions internationales et la mise en place de plans d'action nationaux ont contribué à renforcer la reconnaissance du rôle que jouent les jeunes dans les processus liés à la paix et à la sécurité.

Ces initiatives ont permis de créer de nouveaux espaces de participation pour les jeunes et ont soutenu le développement d'initiatives de consolidation de la paix menées par des jeunes dans de nombreux contextes.

Cependant, la mise en œuvre de l'agenda JPS a

également révélé des lacunes importantes dans la manière dont la participation des jeunes est conceptualisée et opérationnalisée.

L'une de ces lacunes concerne l'attention limitée accordée à la diversité des populations jeunes. Bien que de nombreuses politiques liées à l'agenda JPS fassent référence de manière générale à l'égalité des genres et à l'inclusion des jeunes, les références explicites aux jeunes LGBTQI+ demeurent absentes des quatre résolutions JPS. Par conséquent, les expériences spécifiques des jeunes de diversité de genre sont souvent négligées dans la conception des programmes, les discussions sur les politiques publiques et les cadres de financement.

Cet écart reflète une tendance plus large, dans les discussions internationales sur les politiques publiques, à traiter les droits des personnes LGBTQI+ principalement comme des enjeux de droits humains, plutôt que comme des préoccupations pertinentes dans la gouvernance de la paix et de la sécurité. Bien que les cadres des droits humains jouent un rôle essentiel pour lutter contre la discrimination et la violence, la séparation des questions LGBTQI+ des débats sur les politiques de paix et de sécurité peut limiter les possibilités d'approches plus intégrées.

Les plans d'action nationaux JPS constituent un point d'entrée potentiel pour renforcer la mise en œuvre inclusive de l'agenda. Ces cadres politiques permettent aux gouvernements et aux acteurs de la société civile d'identifier des

priorités, d'allouer des ressources et de mettre en place des mécanismes visant à soutenir la participation des jeunes.

Cependant, parmi les treize plans d'action nationaux JPS et les quatre cadres régionaux publiés à ce jour, seuls trois font explicitement référence aux jeunes LGBTQI+. Malgré cette lacune, les plans d'action nationaux et les cadres régionaux offrent une occasion importante de renforcer l'intégration des enjeux LGBTQI+ dans l'agenda JPS, en particulier compte tenu de leur absence dans les résolutions JPS elles-mêmes. En incluant les communautés LGBTQI+ dans ces cadres, l'agenda JPS peut mieux répondre aux réalités de la diversité des jeunes à l'échelle mondiale, tout en renforçant son objectif plus large de promouvoir une paix inclusive et durable.

Plans d'action nationaux comportant une mention de l'orientation sexuelle, de la diversité de genre ou de l'expression de genre :

Une ou plusieurs mentions

- Finlande (2021-2024)
- Finlande (2025-2028)

Aucune mention

- Bangsamoro (2024-2028)
- Burundi (2024-2028)
- Cameroun (2025-2030)
- Jordanie (2025-2027)
- Kirghizistan (2025-2027)
- Libéria (2025-2030)
- Malawi (2024-2029)
- Nigéria (2021-2024)
- République dém. du Congo (2023-2027)
- Soudan du Sud (2024)
- Gambie (2025-2030)

Documents régionaux comportant une mention de l'orientation sexuelle, de la diversité de genre ou de l'expression de genre :

Une ou plusieurs mentions

- Étude régionale de l'Institut de l'ANASE pour la paix et la réconciliation (2025)

Aucune mention

- Stratégie arabe (2023-2028)
- Cadre continental de l'Union africaine (2020)
- Plan de mise en œuvre sur 10 ans du Cadre continental de l'Union africaine (2020-2029)
- Feuille de route de l'OSCE (2025)

Ces données proviennent des cadres nationaux et régionaux disponibles en date du 9 mars 2026.

Renforcer l'intégration des perspectives LGBTQI+ dans la mise en œuvre de l'agenda JPS nécessiterait une meilleure reconnaissance de la diversité des expériences vécues par les jeunes, ainsi que des façons dont les formes de discrimination intersectionnelles façonnent la participation aux processus de paix et de sécurité.



Initiatives menées par des jeunes et contributions de la société civile

Les organisations de la société civile et les réseaux dirigés par des jeunes jouent un rôle important dans la promotion d'approches inclusives en matière de paix et de sécurité. Dans différentes régions, des militant(e)s et des organisations LGBTQI+ ont développé des initiatives visant à lutter contre la discrimination, à soutenir les communautés en situation de vulnérabilité et à plaider en faveur de réformes des politiques publiques.

Des organisations telles que Outright International et l'Association internationale des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, trans et intersexes (ILGA World) ont documenté les expériences de personnes LGBTQI+ confrontées à la violence et à la persécution, tout en plaçant pour un renforcement des protections juridiques et des réformes des politiques publiques. Les organisations LGBTQI+ collaborent fréquemment avec des partenaires communautaires afin de documenter les abus, d'offrir des services de relocalisation d'urgence et de soutenir des initiatives de plaidoyer visant à renforcer la protection des communautés LGBTQI+.

Les réseaux de la société civile travaillant sur l'agenda JPS ont également souligné l'importance d'intégrer les perspectives LGBTQI+ dans les discussions sur la participation des jeunes. La Coalition canadienne Jeunesse, paix et sécurité (CCYPS) a notamment mis en évidence la nécessité de cadres politiques qui reflètent les expériences vécues par la diversité des jeunes et reconnaissent le leadership des jeunes LGBTQI+ au sein des initiatives communautaires.

« Reconnaissant qu'une paix inclusive nécessite la participation de tous les groupes marginalisés, les cadres de l'agenda JPS devraient prévoir la représentation des personnes LGBTQI+ dans les processus de paix. Par cette représentation, les cadres JPS affirment que les perspectives queer sont essentielles à l'élaboration de politiques de paix efficaces et durables, garantissant que tous les jeunes puissent contribuer à façonner l'avenir. »

Alexandria Bohémier et Katrina Leclerc dans Pas de paix sans Fierté (CCYPS), janvier 2025

Les initiatives menées par des jeunes se situent souvent à l'intersection de plusieurs domaines d'action publique, notamment les droits humains, l'inclusion sociale et la consolidation de la paix. En s'attaquant à des enjeux tels que la discrimination, l'exclusion sociale et la résilience communautaire, ces initiatives contribuent à des efforts plus larges visant à renforcer la cohésion sociale et à prévenir la violence.

« Des expert(e)s et des praticien(ne)s du domaine ont cité ces enjeux comme un facteur expliquant pourquoi seule une petite minorité de projets de consolidation de la paix travaillent spécifiquement sur les questions LGBTQI+, du moins de manière explicite. Un(e) expert(e) de l'agenda JPS a soutenu que ce dilemme s'est aggravé récemment, le recul des droits des personnes LGBTQI+ dans de nombreux pays créant un « voile d'invisibilité sur les identités marginalisées ». »

[Revue thématique du Fonds pour la consolidation de la paix des Nations Unies sur Jeunesse, paix et sécurité, avril 2025](#)

Cependant, les organisations dirigées par des jeunes font souvent face à d'importantes contraintes financières et institutionnelles. Selon la Revue thématique du Fonds pour la consolidation de la paix des Nations Unies sur l'agenda JPS (2025), cette situation est particulièrement marquée pour les organisations de jeunes LGBTQI+ ou celles qui travaillent avec les communautés LGBTQI+. Compte tenu de la stigmatisation persistante à l'échelle mondiale, certaines organisations travaillant sur les enjeux LGBTQI+ ont perdu leur statut légal ou ont été sanctionnées par des amendes. Par exemple, un projet du [Fonds pour la consolidation de la paix des Nations Unies au Salvador](#), qui mettait l'accent sur l'inclusion de jeunes militant(e)s LGBTQI+ dans sa programmation de consolidation de la paix, a fait état de résultats notables en matière de transformation des attitudes et d'élargissement de la participation.

Néanmoins, l'initiative a continué de faire face à des obstacles persistants liés à la stigmatisation, aux risques pour la sécurité et aux préoccupations entourant la visibilité associée à l'inclusion des personnes LGBTQI+. L'accès limité au financement peut ainsi restreindre la capacité des initiatives menées par des jeunes à élargir leurs activités, à maintenir des programmes à long terme ou à participer aux processus d'élaboration des politiques publiques. Comblar ces lacunes en matière de financement constitue donc un élément important pour renforcer la participation des jeunes dans l'agenda JPS.

Obstacles à la participation des jeunes LGBTQI+ aux processus de paix et de sécurité

La participation des jeunes LGBTQI+ aux processus de paix et de sécurité est façonnée par un ensemble de facteurs structurels, politiques et sociaux évoqués ci-dessus. Bien que des institutions inclusives et des politiques favorables puissent faciliter cette participation, les lois discriminatoires et la stigmatisation sociale créent souvent des obstacles importants.

Dans les contextes où les identités LGBTQI+ sont criminalisées, les jeunes militant(e)s font face à des risques importants lorsqu'ils et elles défendent leurs droits. Les restrictions juridiques peuvent limiter la capacité des organisations LGBTQI+ à s'enregistrer, à mener leurs activités ou à recevoir des financements. Dans certains cas, des personnes peuvent être exposées au harcèlement, à l'arrestation ou à la violence en raison de leur engagement militant.

La stigmatisation sociale peut également limiter la participation. Les attitudes négatives envers les personnes LGBTQI+ peuvent dissuader les jeunes de prendre part aux discussions publiques

ou de s'engager dans des initiatives de la société civile. Le rejet familial et la discrimination au sein des communautés peuvent en outre isoler davantage les jeunes LGBTQI+ et réduire leur accès aux réseaux de soutien.

Un autre obstacle tient à la séparation des enjeux LGBTQI+ des discussions sur les politiques de paix et de sécurité. Cette approche en silos renforce la perception selon laquelle l'inclusion des personnes LGBTQI+ serait sans lien avec la prévention des conflits et les efforts de consolidation de la paix. Pourtant, l'exclusion et la discrimination peuvent contribuer à des tensions sociales plus larges et fragiliser les efforts visant à construire des sociétés inclusives et pacifiques. Répondre à ces enjeux nécessite donc une approche politique plus intégrée, reconnaissant les liens entre les droits humains, l'inclusion sociale et la paix.

Recommandations

Le renforcement de l'inclusion des jeunes LGBTQI+ dans l'agenda JPS nécessite une action coordonnée entre les gouvernements, les institutions internationales et les organisations de la société civile. Les recommandations suivantes mettent en lumière des domaines dans lesquels les efforts politiques et programmatiques pourraient soutenir une mise en œuvre plus inclusive de l'agenda JPS.

1. Reconnaître explicitement la diversité des populations jeunes dans les cadres politiques de l'agenda JPS. Les politiques et stratégies relatives à la jeunesse devraient reconnaître plus clairement la diversité des expériences vécues par les jeunes, y compris celles des jeunes LGBTQI+. Les plans d'action nationaux sur Jeunesse, paix et sécurité ainsi que les cadres politiques connexes offrent des occasions importantes d'identifier les obstacles auxquels font face les groupes de jeunes marginalisés et de définir des mesures concrètes pour y répondre.

2. Renforcer les mécanismes de protection pour les jeunes militant(e)s et artisan(e)s de paix LGBTQI+. Les jeunes militant(e)s LGBTQI+ engagé(e)s dans des initiatives de plaidoyer et d'action communautaire peuvent être exposé(e)s à des risques accrus dans les contextes où la discrimination et la criminalisation persistent. Le renforcement des mécanismes de protection et le soutien à des espaces sûrs pour l'engagement des jeunes peuvent contribuer à garantir que ces militant(e)s puissent participer aux processus civiques et politiques.

3. Accroître le financement des initiatives menées par des jeunes qui favorisent l'inclusion et la cohésion sociale. De nombreuses organisations dirigées par des jeunes et travaillant sur l'inclusion sociale et la résilience communautaire disposent de ressources financières limitées. Un accès accru au financement pour les initiatives menées par des jeunes permettrait à ces organisations d'élargir leurs activités, de maintenir des programmes à long terme et de contribuer plus efficacement aux discussions sur les politiques publiques.

4. Améliorer la collecte de données et la recherche sur la diversité des jeunes dans la mise en œuvre de l'agenda JPS. Des données plus complètes sur la diversité des populations jeunes participant aux initiatives JPS contribueraient à l'élaboration de politiques plus inclusives. Le renforcement des efforts de recherche et de documentation pourrait aider les décideur(euse)s à mieux comprendre les expériences des groupes de jeunes marginalisés et à identifier des pistes pour soutenir leur engagement.

Conclusion

Au cours de la dernière décennie, l'agenda JPS a contribué à des évolutions importantes dans la manière dont les jeunes sont reconnus dans les discussions sur la paix et la sécurité. Toutefois, la marginalisation persistante des jeunes LGBTQI+ dans de nombreux cadres politiques met en évidence la nécessité d'approches de mise en œuvre plus inclusives.

Reconnaître les contributions des jeunes LGBTQI+ et lever les obstacles auxquels ils et elles font face sera essentiel pour renforcer l'efficacité de l'agenda JPS. En intégrant les perspectives LGBTQI+ dans les cadres politiques et en soutenant les initiatives menées par des jeunes, les gouvernements et les institutions internationales peuvent contribuer à faire en sorte que l'agenda JPS reflète la diversité des expériences des jeunes et favorise des approches plus inclusives de la consolidation de la paix.

